

Intelligence économique : les clefs avec Alain Juillet



Jean-Pierre Madier (Magellium), Gilbert Salinas (président de l'ADEC-NS), Salvador Pérez (Préfet de l'Ariège), Sébastien Poncin (Astrium), Jean Mottes (Chambre Régionale des Comptes de Midi Pyrénées), Alain Juillet./DDM

Alain Juillet, ancien haut représentant pour l'Intelligence Économique auprès du premier ministre (2004- 2009) est venu à Toulouse dernièrement pour présenter lors d'un dîner débat organisé par l'ADEC-NS, les clés permettant à une entreprise d'améliorer sa compétitivité dans la situation de concurrence internationale actuelle.

Le préfet de l'Ariège, chargé de l'Intelligence économique auprès de la région Midi Pyrénées, le consul d'Algérie, plusieurs chefs de différentes entreprises, de nombreux spécialistes de l'Intelligence Économique et quelques étudiants étaient présents pour en débattre.

Le paysage économique se modifie, imposant une adaptation et

une amélioration des capacités d'innovation de l'entreprise. Selon Alain Juillet, anticiper les tendances, prévoir les offensives de la concurrence, être réactif, détenir les informations en avant-première sont autant de postures

**Anticiper les
tendances, prévoir les
offensives de la
concurrence...**

vitales que doivent adopter les établissements aujourd'hui. L'intelligence économique et la veille permettent de repérer, collecter, traiter, stocker et protéger les informations et signaux pertinents qui orienteront les décisions de l'entreprise. Ces deux concepts

sont primordiaux pour l'entreprise, l'université ou l'institution qui souhaite assurer son développement face à un environnement concurrentiel toujours plus agressif. Si parler de guerre économique est fort, il faut cependant garder à l'esprit que « dans la compétition mondiale actuelle on n'a pas d'alliés ni d'amis, uniquement des ennemis [...] et si dans ce combat les meilleurs peuvent s'en sortir, il faut aider les plus faibles, et c'est le rôle de l'intelligence économique d'État. »

Tous les établissements sont concernés par l'Intelligence Économique, aussi bien les entreprises que l'État ou les universités. Celles-ci peuvent y faire appel aussi bien en ce qui concerne la formation que la recherche.